

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 19/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



RAIGI

Usine d'Arbouville
28310 Rouvray-Saint-Denis

Références : VAT 2023-0336
Code AIOT : 0010000336

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2023 dans l'établissement RAIGI implanté Usine d'Arbouville 28310 Rouvray-Saint-Denis. L'inspection a été annoncée le 09/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAIGI
- Usine d'Arbouville 28310 Rouvray-Saint-Denis
- Code AIOT : 0010000336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la formulation et la transformation de systèmes époxydes et polyuréthanes. Il relève du régime de l'autorisation d'exploiter, ainsi que de la Directive IED (rubrique principale 3410-h).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le risque incendie ;
- les suites de la précédente visite d'inspection du 7 octobre 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejet atmosphérique - substances CMR - NC2* VI 12/10/2021	AP Complémentaire du 31/05/2010, article 7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Cessation partielle de l'activité de fabrication de gels hydroalcooliques	Code de l'environnement du 22/05/2023, article R. 5122-66-1	/	Sans objet
7	Connaissance des produits - Etiquetage	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.6	/	Sans objet
11	Moyens d'intervention contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.13	/	Sans objet
12	Périodicité de contrôle	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.8.3	/	Sans objet
13	Etat des stocks et recueil FDS	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.8.5	/	Sans objet
19	Stockage de matières plastiques	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2.9.1 et 2.9.2	/	Sans objet
21	Respect de distances entre stockages	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2.12.19	/	Sans objet
24	Moyens de lutte contre l'incendie - poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.13	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Risque de pollution des eaux ou des sols	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2 §1.2.9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Consignes de sécurité (et leur affichage)	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.3	/	Sans objet
6	Travaux avec permis de feu	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.5	/	Sans objet
8	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.9	/	Sans objet
9	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.11	/	Sans objet
10	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.12	/	Sans objet
14	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
15	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
16	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	/	Sans objet
17	Vérification des installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
18	Zonage ATEX - atelier de peinture	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2.5.9	/	Sans objet
20	Opérations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2.12.1	/	Sans objet
22	Stockage de MDI	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2.12.27	/	Sans objet
23	Stockage des amines aromatiques	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2.12.29	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2010, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2023
Prescription contrôlée : L'introduction dans les process, à quel titre que ce soit, de substances volatiles cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques, affectées de phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 est proscrite. Par ailleurs, l'article 2§1.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22/11/1996 prescrit qu'"il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des poussières ou des gaz odorants ou toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé, à la sécurité et à la salubrité publiques, à la production agricole, à la nature et à l'environnement, à la bonne conservation des sites et des monuments."
Constats : Dans l'attente de la remise des conclusions de l'Étude des risques sanitaires et de la démonstration de l'absence de hausse du risque sanitaire pour le voisinage, la non-conformité suivante relevée lors de la visite du 12/10/21 est maintenue : "Des substances à mention de dangers CMR, telles que le benzène et le toluène sont utilisées et émises dans l'atmosphère via les pompes à vide des réacteurs de formulation, également des amines."
Observations : Fin 2021, l'exploitant a mené un certain nombre de travaux visant à canaliser les rejets des pompes à vide afin qu'ils ne soient plus réalisés à hauteur d'homme. La mise en œuvre de ces travaux a été vérifiée par l'inspection dans le cadre d'une visite le 7/10/22. En complément, fin 2022, l'exploitant a lancé la réalisation d'une ERS visant à évaluer l'impact sanitaire de ces rejets sur le voisinage. Le jour de la visite du 22 mai 2023, les conclusions de l'ERS n'étaient toujours pas disponibles. La non-conformité relevée lors de la visite du 12/10/21 est donc maintenue. Pour rappel, l'exploitant indique ne pas être en mesure économiquement de substituer certains produits intervenant dans ses formulations de base et pouvant contenir certaines substances cancérogènes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rique de pollution des eaux ou des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2 §1.2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Risque de pollution des sols ou des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'écheance qui a été retenue : 23/03/2023
Prescription contrôlée : <p>Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et la flore [...]</p>
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Lors de la précédente visite d'inspection du 7/10/2022, le constat suivant avait été relevé : " Présence d'un seau contenant un liquide susceptible de générer une pollution des eaux ou des sols en point bas du circuit d'évacuation des rejets de la pompe à vide PV03". Dans son courrier de réponse transmis le 21/03/23, l'exploitant a indiqué que des bacs de rétention ont été installés sous les tuyaux de rejets des pompes à vide. Lors de la visite du 22 mai 2023, il a pu être vérifié sur le terrain dans les locaux des pompes à vide la présence des bacs de rétention sous les tuyaux de raccordement des points bas permettant ainsi la récupération des égouttures/écoulements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Cessation partielle de l'activité de fabrication de gels hydroalcooliques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/05/2023, article R. 5122-66-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. [...]</p> <p>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. [...]</p> <p>Constats : L'exploitant n'a pas notifié à Madame le préfet la date d'arrêt définitif de son activité de fabrication de gels hydroalcooliques (rubrique ICPE 2630 - régime de déclaration) alors que cet arrêt est déjà effectif depuis le dernier trimestre 2022. Cette notification doit inclure les mesures prises (avec les justificatifs associés) pour assurer l'arrêt et la mise en sécurité des installations concernées (évacuation des déchets et produits dangereux, vidange et nettoyage des procédés,...) et ce, en vertu de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant n'a pas informé non plus le maire de sa commune de l'achèvement de la mise en sécurité des installations de fabrication de gels hydroalcooliques.</p> <p>Observations : Lors de la visite du 22 mai 2023, l'inspectrice est allée vérifier l'arrêt effectif des installations de fabrication de gels hydroalcooliques (procédé vidangé et nettoyé et déplacé dans un autre atelier). L'exploitant a en revanche indiqué être en possession de restes de solutions hydroalcooliques (dont la date de péremption est dépassée) ainsi que de peroxyde d'hydrogène (entreposage avec stock de produits chimiques). Ces produits doivent donc être évacués et/ou repris.</p> <p>Dans la mesure où l'installation de fabrication de gels hydroalcooliques relevait de la rubrique 2630 de la nomenclature ICPE (rubrique non visée par l'article R.512-66,3 du code de l'environnement), l'attestation certifiant par un organisme agréé la mise en sécurité des installations n'est pas nécessaire.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs des démarches engagées concernant la cessation d'activité de fabrication de gels hydroalcooliques (courrier préfecture + récépissé de notification + information mairie).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consignes de sécurité (et leur affichage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes générales d'incendie et des plans d'évacuation doivent être établis, tenus à jour et affichés bien en évidence à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique ainsi que dans chaque local ou dégagement desservant un groupe de locaux. Ces consignes rédigées de manière à ce que le personnel désigné soit apte à prendre les dispositions nécessaires, doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none">• les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue dans les parties présentant des risques particuliers d'incendie ;• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;• la liste et l'emplacement des matériels d'extinction et de secours et le personnel chargé de sa mise en œuvre ;• les moyens d'alerte avec les numéros du responsable d'intervention de l'établissement et du service d'incendie et de secours ;• les personnes désignées afin de diriger l'évacuation des occupants ;• les procédures d'arrêt d'urgence (électricité, réseaux de fluides).
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Consultation en séance des documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- Consignes en cas de déversement accidentel – référence PE-003-C du 28/01/22 ;- Conduite à tenir en cas d'incendie dans les bâtiments A et E – référence OG035N du 15/02/19 ;- Procédure de coupure des réseaux (isolement eaux pluviales, électricité...) ;- Annexe (Mise à jour le 06/10/22) de la procédure OG035N décrivant les moyens incendie du site et leur emplacement ;- Liste des personnels susceptibles d'intervenir en situations d'urgence feux avec leur rôle (organisation des secours, responsable d'évacuation...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera contrôlée annuellement par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Consultation en séance des documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- Dernier compte-rendu Q18 de vérification des installations électriques dans les bâtiments A, B, C et E (Fabrication d'isolants et mousses plastiques) – daté du 23/06/22 (vérification complète par BUREAU VERITAS). Conclusion du rapport : Pas de risque d'incendie ou d'explosion.- Dernier compte-rendu Q18 (par Bureau Veritas) de vérification des installations électriques dans le bâtiment (propriété BUTAGAZ) – daté du 23/06/22. Conclusion du rapport : Pas de risque d'incendie ou d'explosion.- Dernier compte-rendu Q19 de vérification par installations par thermographie infrarouge (référéncé 172035.01.6B.23.I.01 daté du 07/03/23 – APAVE). Conclusion du rapport : Risque incendie présent avec 3 anomalies identifiées.- Mode de preuve de la levée des 3 anomalies identifiées dans dernier rapport Q19 (actions correctives menées par technicien de maintenance RAIGI).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Travaux avec permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion (ateliers de fabrication, de conditionnement et les locaux de stockage des matières premières et produits finis), tous les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'une source chaude ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu et en respectant les règles d'une consigne particulière. Le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière peuvent être établis soit par l'exploitant, soit par l'entreprise extérieure, mais doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité une vérification des installations doit être effectuée.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Consultation en séance par sondage des documents suivants : - Permis de feu du 13/04/23 pour travaux de découpe dans bâtiment D2 réalisés par la société extérieure MGI. - Plan de prévention destiné à la société prestataire MGI (daté du 01/03/23) avant intervention pour travaux sur la ligne de finition n°2 (Bâtiment D) à partir du 03/04/23. Document comprenant également un descriptif des travaux en co-activités dans le même bâtiment. Les documents sont correctement complétés et signés par l'intervenant et le responsable technique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Connaissance des produits - Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissances des produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du Travail. Les récipients, fûts et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Lors de la visite de terrain le 22 mai 2023, il a été constaté dans le bâtiment C2 dédié au stockage de produits chimiques, la présence d'un certain nombre de vieux fûts dont l'étiquetage n'était pas conforme au règlement CLP. Certains fûts n'étaient pas non plus correctement identifiés sur leur contenu, si sur la nature des risques en présence. L'exploitant procédera à un recensement des produits non convenablement étiquetés et procédera aux actions correctives nécessaires visant à mieux identifier les caractéristiques de certains fûts de produits chimiques.
Observations : Consultation en séance des fiches de données de sécurité des produits suivants : - n°82150 (datée du 21/03/18) ; - n°20420 (fiche datée du 17/09/15). Les fiches consultées sont conformes aux règlements REACH et CLP. Le nom des produits correspondants figurent en annexe confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.9
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque atelier est doté d'un système de détection incendie approprié avec report d'alarme à une société de télésurveillance dûment autorisée, dont la mise en place est subordonnée aux modalités suivantes : - [...], - Souscription par le propriétaire ou l'exploitant d'un contrat d'entretien des équipements (tableau de signalisation, détecteurs, câblages, batterie ...), renouvelé périodiquement.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'ensemble des bâtiments du site RAIGI sont équipés d'un système de détection incendie (SDI) avec report sur une centrale de mise en sécurité incendie (CMSI). Consultation en séance des documents suivants : - Dernier compte-rendu Q7 relatif à la détection incendie dans les bâtiments A, B, C et E – référencé n°17623744 et daté du 01/02/23 (vérification par le prestataire CHUBB France). - Dernier compte-rendu Q7 relatif à la détection incendie dans le bâtiment D – référencé n°17623688 et daté du 01/02/23 (vérification par le prestataire CHUBB France). Les conclusions de ces Q7 confirment que les tests des détecteurs de fumées, thermiques et flamme ont été satisfaisants et que les matériels sont en bon état de fonctionnement (aucun défaut détecté). Le contrat passé avec la société CHUBB France impose des vérifications semestrielles de la vérification de la détection incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.11
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le responsable de l'établissement doit veiller à la formation sécurité de son personnel. Notamment, un personnel spécialement désigné à la manœuvre des matériels de lutte contre l'incendie sera soumis à des exercices d'entraînement organisés au moins à la fréquence semestrielle. Ces exercices seront transcrits sur le registre de sécurité incendie prévu au § 1.8.5.
Constats : Les exercices de défense incendie ne sont réalisés à fréquence semestrielle.
Observations : En 2022, sur un total de 73 salariés, l'exploitant a assuré la formation à la manipulation des extincteurs pour 41 personnes ainsi que la formation « équipiers de seconde intervention » pour 10 personnes, certains salariés (11) ont participé aux deux formations. La dernière formation extincteurs a été diligentée par le prestataire BEAUCE FORMATION SECURITE en date du 3/10/22 et celle pour les équipiers de seconde intervention le 24/11/22 (consultation en séance des justificatifs associés). Les derniers exercices de défense incendie/évacuation ont été réalisés aux dates suivantes 17/12/19 (Bâtiment D), 15/02/21 (Bâtiment B), 17/05/23 (Bâtiment D). Consultation en séance du dernier CR d'exercice incendie en date du 17/05/23 : Déclenchement d'une alarme incendie dans le bâtiment D, respect des procédures d'urgence. En axe d'améliorations ont été relevés les points suivants : nécessité de réaliser les exercices à fréquence semestrielle, disposer d'une liste des salariés présents pour faciliter comptage du personnel. A noter qu'un exercice de déversement accident a été également réalisé en novembre 2022 (le précédent datait de Septembre 2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.12
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque unité de production sera close sur la totalité de son périmètre au moyen d'une clôture efficace dont les portails demeureront fermés à clé en dehors des heures de travail. La surveillance du site devra être assurée en permanence par le personnel d'encadrement pendant les heures de travail. En dehors des heures de travail, la surveillance permanente sera assurée : <ul style="list-style-type: none">• par un agent ou préposé chargé spécialement de cette fonction [...] ; OU• par un dispositif de détection d'intrusion avec transmission de l'information à un centre de télésurveillance dûment autorisé, lorsqu'il n'y a pas de gardien sur place ou après les heures de service de celui-ci.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le site est équipé d'une détection anti-intrusion. La télésurveillance est assurée par la société ERYMA. La dernière vérification de la détection anti-intrusion a été réalisée le 02/05/23 (consultation en séance du CR). Les essais de fonctionnement étaient corrects lors de ce contrôle. En cas de déclenchement de l'alarme pour intrusion, ERYMA intervient pour effectuer la levée de doute.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Moyens d'intervention contre l'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant pourvoit les installations d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés, conformes aux normes en vigueur, bien visibles et facilement accessibles. Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié. Il sera constitué au minimum par :</p> <ul style="list-style-type: none"> . des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres et à poudre de 6 kg ; . des extincteurs dioxyde de carbone près des appareils électriques ; . des robinets d'incendie armés de diamètre 40 mm, répartis de manière à ce que, de tout point, le local à protéger soit atteint par 2 jets de lance ; ces équipements conformes à la norme NFS 61.201 seront situés près des issues et adaptés aux produits stockés ; . une caisse, par atelier et près de chaque zone de chargement et de déchargement des camions citernes, de 100 litres d'agent neutralisant à sec, munie d'une pelle de projection ; - des produits décontaminants à proximité de chaque zone de manipulation de MDI ; <p>[...] [...]</p> <p>Par ailleurs, en complément du poteau incendie situé au Nord du bâtiment B et relié à la réserve communale de 150 m³, une réserve d'eau d'une capacité minimum de 500 m³ sera aménagée [...] en veillant plus particulièrement à permettre la mise en station des engins-pompes auprès de cette réserve, par la création d'une plate-forme d'aspiration présentant [...] une superficie minimale de 32 m² (8m x 4m). En outre, cette réserve d'eau doit correspondre aux caractéristiques définies ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) [...] ; b) vérifier que le volume d'eau contenu soit constant ; c) protéger cette réserve sur la périphérie au moyen d'une clôture, munie d'un portillon d'accès afin d'éviter les chutes fortuites ; d) positionner cette réserve à moins de 100 m du bâtiment et la signaler au moyen d'une pancarte toujours visible. <p>Constats : La réserve d'eau extérieure utilisable pour l'extinction incendie en cas de sinistre a une capacité d'environ 450 m³ au lieu de 500 m³ tel que requis et elle n'est pas signalée au moyen d'une pancarte.</p> <p>Observations : L'exploitant a indiqué en séance avoir calculé une capacité maximale de 450 m³ pour la réserve incendie extérieure dont la gestion est assurée par la commune. Lors de la visite de terrain, il a pu être vérifié que cette réserve était remplie à son niveau maximum et que des barbelés avaient été installés en partie haute de la réserve afin de la protéger des intrusions.</p> <p>Dans la mesure où le volume de cette réserve n'est pas celui requis, l'exploitant devra justifier la suffisance de son volume total d'eaux d'extinction incendie disponible en fournissant à l'inspection les justificatifs nécessaires sur la base d'un calcul réalisé à partir du document D9 du CNPP (intitulé « Guide pratique d'appui en dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie » en date de juin 2020 et disponible sur internet). Si le volume de la réserve incendie devait s'avérer insuffisant sur la base des modes de preuve transmis, l'exploitant devra proposer des actions correctives pour pallier à cet écart.</p> <p>Consultation en séance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du dernier rapport de vérification des 21 RIA (daté du 03/03/23 – contrôle par EUROFEU Services) ; le document conclut à la nécessité de remplacer les RIA n°7 et 15 ; - de la commande n°13729 en date du 25/04/23 passée avec la société EUROFEU pour la livraison de nouveaux RIA (en remplacement des n°7 et 15) ; à la date de la visite, ces nouveaux RIA n'avaient pas été encore livrés ; - derniers compte-rendus Q4 de vérification par EUROFEU des extincteurs (daté du 22/03/23 pour le bâtiment A, du 23/03/23 pour le bâtiment B, du 11/04/23 pour le bâtiment C, du 7/04/23 pour le

bâtiment D et du 5/05/23 pour le bâtiment E) ; les documents concluent à la conformité et bon fonctionnement des équipements.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Périodicité de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La périodicité des contrôles et vérifications, réalisés par des techniciens compétents ou des organismes de contrôle qualifiés, est au minimum la suivante :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • Équipements de protection et de lutte contre l'incendie : <ul style="list-style-type: none"> - détection et alerte incendie : 6 mois - moyens d'intervention (robinets d'incendie armés, extincteurs mobiles, désenfumage) : 6 mois <p>[...]</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dispositifs contre l'intrusion : 6 mois.
Constats : La périodicité de contrôle de la détection anti-intrusion est annuelle (au lieu d'être semestrielle).
<p>Observations : Les RIA, les extincteurs, le dispositif de désenfumage ainsi que la détection incendie sont bien contrôlés tous les 6 mois. Consultation en séance du :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dernier rapport de vérification des RIA (daté du 03/03/23 – contrôle par EUROFEU Services) et de l'avant-dernier datant de septembre 2022. - derniers compte-rendus Q4 de vérification par EUROFEU des extincteurs du site (datés de mars et avril 2023) et des avant-derniers CR Q4 datés de septembre 2022. - dernier compte-rendu de vérification du désenfumage daté du 03/05/23 ainsi que le précédent daté du 10/10/22 (interventions par EUROFEU). - Derniers compte-rendus Q7 relatif à la détection incendie dans les bâtiments A, B, C, D et E – datés du 01/02/23 (vérification par le prestataire CHUBB France) ainsi que les précédents compte-rendus datés de juillet 2022. <p>En revanche, la dernière vérification de la détection anti-intrusion a été réalisée le 02/05/23 (compte-rendu ERYMA 2023 présenté en séance, le précédent avait été rédigé par la société CHUBB DELTA en mai 2022).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] L'exploitant constituera et tiendra à jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un recueil des FDS des substances et préparations chimiques stockées, utilisées et fabriquées dans l'entreprise présentant des risques pour la sécurité des personnes et pour l'environnement. • un inventaire des produits stockés avec leur localisation dans l'entreprise et faisant apparaître : <p>- les quantités stockées pour chaque catégorie de risques (liquides inflammables, substances toxiques, nocives toxiques ou très toxiques pour l'environnement aquatique...), - la nature des substances reconnues incompatibles entre elles ou avec l'eau.</p> <p>Ces documents seront conçus pour être facilement exploitables.</p> <p>Le recueil et l'inventaire devront être mis en lieu sûr, disponibles rapidement et en toutes circonstances.</p>
<p>Constats : Compte tenu des quantités de liquides toxiques aigus (catégorie 3 – H301) présentes dans ses installations, l'exploitant n'a pas régularisé sa situation au titre de la rubrique 4130 de la nomenclature ICPE (régime de déclaration). L'exploitant transmettra à l'inspection le mode de preuve attestant de la procédure de télé-déclaration faite en préfecture pour cette rubrique.</p>
<p>Observations : L'exploitant a présenté en séance son état des stocks en date du 17/05/23 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rubrique 2940 (peinture polyuréthane et démoulants) : 142,3 kg > 100 kg (E). - Rubrique 2630 : 0t/j (activité arrêtée définitivement). - Rubrique 2661-1 (moulage) : 2 t/j \geq 1 t mais < 10 t (D). - Rubrique 1436 : 6,237 tonnes < 100 t (NC). - Rubrique 4441 (péroxyde d'hydrogène) : 103 kg < 2 t (NC). - Rubrique 4510 (dangereux pour l'environnement ; chronique 1) : 4606 kg < 20 t (NC). - Rubrique 4130 (toxiques aigus – catégorie 3 - H301) : 1,492 t > 1 t et < 10 t (D) alors que le tableau de classement annexé à l'APC du 11 mars 2022 indique que la quantité totale de toxiques liquides susceptibles d'être présente dans l'installation est de 0,05 t (NC). Nécessité de régulariser le classement au titre de cette rubrique. - Rubrique 4140 (liquides) : 918 kg < 1 t (NC). - Rubrique 4511 (dangereux pour l'environnement aquatique, chronique 2) : 28,573 t < 100 t (NC). - Rubrique 4722 (méthanol) : 45 kg < 50 t (NC). - Rubrique 4739 : 78 kg < 5 t (NC). - Rubrique 4331 (liquides inflammables, dont gels et solutions hydroalcooliques) : 2,876 t < 50 t (NC).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, ARF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Consultation en séance de l'ARF datée du 30/12/2008 et référencée n°1921018/2/1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, ETF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>[...]</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Consultation en séance de l'Etude technique foudre n°12.601.300.12830.OOM/001 datée du 30-31 août 2012 (réalisation APAVE). Concerne les bâtiments A, D et E ainsi que les cuves propane. Présence également d'une notice de vérification et de maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de protection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Les installations de protection contre la foudre ont fait l'objet d'un rapport daté du 17/12/2013 (référéncé n°13C1509 – prestataire SNEF).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Vérification des installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. [...] [...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Consultation en séance : - du dernier rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre (intervention par APAVE du 11/04 au 19/04/23). Rapport référencé 172035016123C001ENF 001-001. - du dernier rapport de vérification complète datant du 09/06/22 (référéncé 7811783/47.3.1.R). Les deux documents concluent à des prestations sans mise en évidence d'écarts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Zonage ATEX - atelier de peinture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2.5.9
Thème(s) : Risques accidentels, zonage ATEX
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] La délimitation des zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives sera définie sous la responsabilité de l'exploitant. [...] [...]
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Présentation en séance du plan de zonage ATEX des installations et examen par sondage d'une zone ATEX : - Atelier D15 peinture et démoulage : défini en zone ATEX 0 (atmosphère explosive présente en permanence ou pendant de longues périodes en fonctionnement normal). Vérification faite lors de la visite de terrain de l'affichage du zonage ATEX au niveau de l'atelier D15.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Stockage de matières plastiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2.9.1 et 2.9.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sont concernés par les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • le stockage de mousses polyuréthannes expansées , regroupées dans le magasin de stockage et d'expédition du bâtiment A (100 m3) ; • le stockage de récipients métalliques surmoulés en polyuréthane dans le local D 3 (300 m3) ; • le stockage de formulations polyuréthannes sur le lieu de production de l'activité de transformation dans le bâtiment A (2 m3) ; • le stockage en vrac de résines époxydes dans une cuve de 30 m3 dans l'atelier C2 et dans une cuve de 1 200 litres dans l'atelier C1, et le stockage en fûts sur l'aire de stockage extérieur à côté du bâtiment C et sur rack dans le bâtiment B3 (50 m3). <p>Des passages libres d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, seront réservés entre chaque zone de stockage, ainsi qu'entre celles-ci et les murs de clôture, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité, en cas d'incendie. En particulier le volume unitaire de matières plastiques expansées de chaque zone de stockage ne dépassera pas 20 m3 et la hauteur stockée sera limitée à 3 mètres,</p> <p>Il est interdit d'entreposer des matières combustibles à moins de 2 mètres des stocks de matières plastiques expansées.</p> </p>
Constats : Lors de la visite de terrain, il a été constaté la présence de matières combustibles à moins de 2 mètres des stocks de sachets de résine expansée. Les espaces libres au moins 2 mètres de largeur entre chaque zone de stockage ne sont forcément respectés.
Observations : L'exploitant ayant réorganisé ses stockages dans les bâtiments du site, le descriptif des stockages tel que présenté à l'article 2.9.1 de l'APA du 22/11/96 ne semble plus refléter la réalité des installations et ne semble donc plus adapté. Une mise à jour des dispositions des stockages pourrait s'avérer nécessaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Opérations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2.12.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les opérations de formulation et de conditionnement doivent se dérouler sous la surveillance d'une personne compétente nommément désignée par l'exploitant, avertie des modes opératoires à mettre en œuvre et ayant une connaissance sur les dangers des produits utilisés ou stockés.</p> <p>Les opérations dangereuses (manipulations, fabrication de produits dangereux ...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les modes opératoires ; • la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ; • les instructions de maintenance et de nettoyage ; • le maintien dans l'atelier de la quantité nécessaire au fonctionnement de l'installation.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : L'exploitant dispose de modes opératoires pour le dépotage des citernes ainsi que pour les opérations de formulations. Présentation en séance de quelques documents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Respect de distances entre stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2.12.19
Thème(s) : Risques accidentels, Distances d'éloignement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les substances et préparations toxiques seront distantes de plus de 8 mètres des substances inflammables ou en seront séparées par un écran pare feu de degré 2 heures.</p>
<p>Constats : Dans le bâtiment de stockage des produits, certains fûts n'étant pas correctement étiquetés, il n'a pas été possible pour certains d'entre eux de s'assurer du respect de la règle des 8 mètres entre substances de nature toxique et substances de nature inflammable. Une fois les actions correctives menées au niveau des étiquetages, l'exploitant s'assurera du respect des 8 mètres de distance d'isolement et fournira les justifications adéquates en termes de modalités d'entreposage des produits dans les rayonnages du bâtiment.</p>
<p>Observations : Dans ce bâtiment sont entreposés des fûts de Méthyl Éthyl cétone, issus de l'ancienne activité de fabrication de solutions de gels hydroalcooliques (propriétés inflammables). De nombreux fûts non étiquetés sont entreposés à une distance de moins de 8 mètres de ces fûts.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Stockage de MDI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2.12.27
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le M D I (Diisocyanate de diphenylméthane) ne sera pas stocké à proximité d'alcool, d'acides, de bases et d'amines. Toute disposition sera prise pour qu'il n'entre pas en contact avec l'eau, y compris l'humidité atmosphérique. Notamment, le MDI sera stocké dans des conteneurs parfaitement étanches, à l'exception de la cuve de 25 m3 dans le bâtiment B1 et de la cuve de 30 m3 dans le local D12 dont le ciel sera relié à l'atmosphère par un sècheur pendant les opérations de soutirage et à un filtre à charbon actif adapté au produit pendant les opérations de remplissage.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Visite de terrain menée dans le Bâtiment B1 ainsi que dans l'atelier D12 qui abritent les cuves d'isocyanate (vérification faite des dispositions en termes de stockage : présence d'un réservoir de silica gel en hauteur en sortie de la cuve à des fins de propriétés séchantes...). Dans les autres bâtiments, le MDI est stocké dans des fûts étanches.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Stockage des amines aromatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2.12.29
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les amines aromatiques seront stockées à distance des agents d'oxydation et de la chaleur.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Les incompatibilités entre produits sont correctement affichées à proximité des stockages de polyol et des isocyanates afin de respecter les distances vis à vis d'autres produits type oxydants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Moyens de lutte contre l'incendie - poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant pourvoit les installations d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés, conformes aux normes en vigueur, bien visibles et facilement accessibles. Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.
Constats : En 2021, 5 PI dédiés à la sécurité incendie du site RAIGI ont été déclarés comme non-conformes et quatre d'entre eux nécessitent des réparations. En particulier, le PI n°13 vérifié le 21/04/21 (à proximité des cuves de propane de RAIGI) ainsi que le PI n°15 vérifié le 12/04/21 (au niveau du bâtiment C bis) ne sont pas alimentés en eau. L'exploitant mènera les actions correctives nécessaires et transmettra les justificatifs afférents à l'IIC.
Observations : Consultation en séance du listing des PI de la commune de Rouvray-Saint-Denis ayant fait l'objet d'un contrôle. A l'issue de ce contrôle : <ul style="list-style-type: none">- Les 5 PI dédiés à la sécurité incendie du site RAIGI ont été déclarés comme non-conformes ;- dont 4 PI nécessitent des réparations ;- dont 2 PI ne sont pas alimentés en eau. Consultation du rapport de contrôle du poteau incendie n°13 (intervention du 10/04/21 par le prestataire PA). Principales conclusions du rapport : <ul style="list-style-type: none">- Hydrant non conforme à la norme NFS 62.200 ;- Hydrant nécessitant une maintenance ou réparation ;- Hydrant hors service.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible (1)
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Connaissance des produits - Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.6

Information confidentielle :

Consultation en séance des fiches de données de sécurité des produits suivants :

- Produit n°82150 : DESMODUR 44 V ;
- Produit n°20420 : RAIGITHANE.